

Transcription ITW 1 du 13/01/09

Bilan 2008

IP : Bonjour, je reçois aujourd'hui Nicolas Rochon et Jean-François Descaves. Bonjour, Jean-François. L'année 2008 aura été pour tous une année difficile. Quel bilan faites-vous des performances de vos fonds sur l'année écoulée et en particulier sur le dernier trimestre ?

JFD : L'année a été *clairement* difficile sur les marchés financiers internationaux et le bilan est clairement décevant pour toute la gamme OPCVM de la Financière de Champlain. J'en profite d'ailleurs pour remercier de leur fidélité les porteurs de nos fonds.

IP : Quels enseignements en avez-vous tiré pour la gestion en 2009 ?

JFD : Le grand enseignement de cette année c'est que malgré l'a-cyclicité de nos thèmes d'investissement, les valeurs de l'environnement et de la santé ont été touchées et ceci est dû, pour une large part, à la crise du système financier. Le deuxième grand enseignement de l'année c'est que ces valeurs (environnement et santé) ont souffert également du problème de liquidité qui s'est manifesté au cours de l'année. Nous avons concentré nos efforts, sur la fin d'année, pour recentrer nos portefeuilles sur des valeurs ayant la meilleure visibilité, la meilleure liquidité et maîtrisant le mieux possible l'endettement.

IP : Je crois que vous avez notamment repositionné les deux fonds Champlain Opportunité et Champlain Sérénité ?

JFD : Effectivement. Au début, ces deux fonds étaient multisectoriels ; on a profité de la conjoncture actuelle pour les recentrer sur les secteurs du Développement Durable qui allient croissance et visibilité.

Finance Durable

IP : La crise actuelle interroge notre capacité à évoluer vers une finance plus durable, plus éthique. Est-ce un vœu pieux ou une réelle opportunité pour le monde de l'ISR ?

JFD : Pour nous, c'est une vraie opportunité puisque la crise financière actuelle est le résultat d'un manque d'éthique et de responsabilité dans le monde des affaires. Il y a vraiment une urgence à avoir cette éthique dans tous les domaines, pas seulement dans celui des affaires mais aussi dans la gestion de l'environnement, dans la gestion des relations Nord-Sud pour que demain nous n'ayons pas des crises environnementales et sociales importantes.

IP : Pensez-vous que cette prise de conscience sera d'avantage tirée par les milieux financiers ou par les particuliers ?

JFD : Plutôt par les particuliers. Les différents sondages qui ont été faits nous montrent que les particuliers ont une attente assez importante pour des produits éthiques, solidaires qui ont une certaine morale. C'est assez compréhensible car les particuliers sont les premières victimes des dérives du système. Un sondage récent montre d'ailleurs que 45% des français pensent que l'ISR peut être une solution pour résoudre la crise actuelle.

IP : D'où le côté relativement exigeant de vos critères ISR ?

JFD : Oui, en fait nous essayons de faire quelque chose de vrai, qui corresponde vraiment à l'attente des particuliers. C'est pourquoi nous accordons une grande importance aux critères sociaux, sociétaux et environnementaux que nous utilisons.

Point sur Champlain Solidarité

IP : En lançant en juin 2008 un fonds de partage, Champlain Solidarité, vous anticipiez déjà cette crise sociale qui se profile à l'horizon. Comment s'est comporté le fond depuis sa création ?

JFD : Le fond a bien sûr souffert de la crise financière mais sa composition faite de sociétés à fort rendement et à forte visibilité lui a permis de surperformer légèrement son indice de référence.

IP : Pourquoi les versements aux associations ont-ils été si limités en 2008 ?

JFD : Ils ont été limités du fait de la date de création du fond courant juin. Les versements dépendent des dividendes et ceux-ci sont versés en mai-juin de chaque année donc nous n'avons capté qu'une partie des dividendes des sociétés présentes dans le portefeuille.

IP : Quels sont vos objectifs pour 2009 ?

JFD : Notre objectif est d'augmenter les versements aux associations et donc d'augmenter la taille du fonds.

IP : Est-ce que cette « urgence sociale » dont vous parlez, ne risque pas, à terme, d'éclipser l'urgence environnementale ?

JFD : C'est effectivement le risque. Je crois qu'il ne faut plus raisonner avec l'ancien système, avec les anciens réflexes et mettre en priorité les objectifs financiers et budgétaires court terme mais il faut également raisonner socialement, « environnementalement ». Je crois que la croissance durable est à ce prix.

Nicolas Rochon – Co-directeur de la gestion, en charge du pôle environnement.

Perspectives 2009

IP : Nicolas, vous êtes aujourd'hui le co-directeur de la gestion de Financière de Champlain en charge du pôle environnement. A ce titre, comment voyez-vous l'année 2009 et sur quelles thématiques recommandez-vous d'investir dans ce contexte ?

NR : 2009 risque d'être une année difficile sur les marchés financiers. On va l'aborder avec la plus grande prudence parce que la multiplication des faillites bancaires en 2008 va perdurer en 2009 voire même s'accroître. De nombreuses sociétés risquent d'entrer dans des défaillances de crédit importantes et dans ce contexte-là, il faut être extrêmement vigilant. C'est pour cela qu'aujourd'hui, on a tendance à conseiller de se repositionner sur la thématique de l'environnement. En effet, le risque identifié du renforcement de la crise, c'est la déflation. Pour lutter contre la déflation, il faut bénéficier d'un pricing power (maîtrise des prix) très important.

Les sociétés de l'environnement ont un pricing power important. Dans l'énergie, par exemple, l'avantage des valeurs qui sont productrices d'énergies renouvelables dans le bas de la chaîne, c'est qu'elles ont des contrats avec l'Etat, sur 15 à 20 ans, sur des prix fixes d'où une visibilité exceptionnelle sur leur chiffre d'affaires et leur résultat. A contrario, des entreprises cycliques qui vont entrer dans une guerre des prix importante vont voir leur marge s'éroder de façon significative et même avoir des résultats négatifs. Dans ce contexte, il est évident que nous allons augmenter massivement notre allocation sur le bas de la chaîne et ces sociétés qui maîtrisent leurs prix. Nous sommes donc convaincus que les fonds environnement devraient bien mieux résister que les indices boursiers sur l'année 2009.

IP : Et en dehors de l'environnement ?

NR : Je faisais allusion aux *utilities* vertes mais aussi à la gestion des déchets et à la problématique de l'eau. Je pense qu'il y a d'autres thématiques d'investissement que l'environnement comme la santé par exemple. Notre fonds Performance Vitae a pu présenter des performances assez intéressantes par rapport à son indice de référence sur la fin de l'année 2008.

IP : Champlain Sérénité aussi ?

NR : Oui, Champlain Sérénité c'est un petit différent. Ce n'est pas un fonds « long only », c'est un fonds absolute return. L'année dernière, il a connu une performance négative de moins 2%, ce qui est une légère déception mais dans le contexte actuel, on va s'en satisfaire... Nous fondons beaucoup plus d'espoir sur ce fonds en 2009 parce que nous avons réussi à retirer l'ensemble des petites capitalisations boursières qui avaient un peu impacté les performances sur 2008 mais surtout, nous avons pu repositionner le fonds sur le développement durable et plus spécialement sur les *utilities* vertes. Et nous sommes convaincus que, pour ces sociétés, il y aura une création de valeur très importante par rapport aux indices sur 2009 et 2010 ; nous pensons donc que Champlain Sérénité peut être la bonne solution pour un retour progressif sur le marché actions.

Le Green New Deal aux US

IP : La conférence de Poznan et le Paquet Climat/Energie européen ont traduit un certain attentisme par rapport à la nouvelle présidence américaine. Pensez-vous que l'entrée en fonction du président Obama soit de nature à faire bouger les choses dans le secteur de l'environnement et si oui, sur quel secteur en particulier ?

NR : Nous sommes convaincus que l'arrivée de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis va sonner l'heure de la transition énergétique. On a nourri beaucoup d'espoirs lors de la campagne présidentielle ; avec l'entrée en fonction du président le 20 janvier, de grands changements vont arriver. Nous avons reçu un message du futur président pour l'année 2009 portant sur des objectifs très clairs dans les énergies alternatives : multiplier par deux les capacités d'énergies alternatives sur les 3 prochaines années aux Etats-Unis, spécialement sur le solaire, l'éolien et la biomasse. Mais un point important a également été souligné dans le discours du futur président, c'est l'efficacité énergétique. Il axe énormément les efforts d'améliorations pour l'environnement sur l'efficacité énergétique et il y a notamment tout un plan concernant la modernisation de plus de 75% des bâtiments publics pour les mettre aux normes et diminuer massivement la consommation d'énergie. Nous sommes donc convaincus que la transition énergétique est en marche. Quelles filières en bénéficieront : c'est bien sur l'éolien, le solaire thermique et photovoltaïque et on n'oubliera pas d'investir dans l'efficacité énergétique avec des sociétés telles que EnerNOC qui est une de nos valeurs favorites et qui fait partie de cette catégorie que sont les « smart grid » dont le rôle est de gérer les heures de pointe et les heures creuses pour la consommation d'énergie des entreprises. Ce sont ces types d'entreprises qui permettront au président Obama d'atteindre ses objectifs.

IP : Et en termes de créations d'emplois ?

NR : C'est peut-être le point le plus important ! L'environnement a quitté le stade du lobby écologiste pour devenir un enjeu économique majeur. Le plan de relance de Barack Obama et la création des futurs 3 millions d'emplois sur les prochaines années est en grande partie réalisable grâce aux investissements dans les énergies alternatives. Notre conviction est donc qu'investir aujourd'hui dans l'environnement offre une solution très attractive pour les investisseurs à la recherche de croissance dans une période très troublée.